

UNE SUISSE SANS ARMÉE?

12 thèses 12 avis

La Nouvelle Société Helvétique (NSH), groupe de Winterthour, s'exprime sur l'initiative populaire «pour une Suisse sans armée et une politique globale de paix».

TABLE DES MATIERES

De quoi s'agit-il?

1. Le rêve et la réalité sont deux choses différentes
 2. Notre monde n'est pas pacifique
 3. A quoi sert notre armée?
 4. La situation politique change-t-elle fondamentalement?
 5. Le pacifisme, cause de guerre
 6. Que se passe-t-il lorsqu'on est sans défense?
 7. Tout est-il vain?
 8. Y a-t-il d'autres possibilités de s'affirmer?
 9. Politique extérieure au lieu d'une défense nationale?
 10. Neutralité et défense armée vont de pair
 11. Les problèmes de l'environnement constituent-ils la menace principale?
 12. Le peuple et l'armée sont-ils deux choses différentes?
- Conclusion

De quoi s'agit-il?

Chère lectrice, cher lecteur,

A notre époque, nombreux sont ceux qui ont peur, peur de la menace pour l'environnement, la paix, leur existence en général. Des objectifs comme la sauvegarde de l'environnement et la réalisation de la paix mondiale nous concernent tous.

Les auteurs de l'initiative pour la suppression de notre armée font eux aussi appel à notre ardent désir de paix. Le 12 septembre 1986, le GSoA (Gruppe Schweiz ohne Armee/Groupe Suisse sans armée) a lancé l'initiative «pour une Suisse sans armée et une politique globale de paix», après avoir récolté 111'300 signatures valables. Le **libellé** de cette initiative est le suivant:

I. La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

Article 17

La Suisse n'a pas d'armée.

Il est interdit à la Confédération, aux cantons, aux communes ainsi qu'aux particuliers et aux groupes privés d'instruire ou d'entretenir des forces armées.

La Suisse mène une politique globale de paix qui renforce l'autodétermination du peuple tout en favorisant la solidarité entre les peuples.

L'application de la présente disposition constitutionnelle est réglée par la législation fédérale.

Article 18

Aucune disposition de la présente constitution ne peut être interprétée en ce sens qu'elle présuppose ou justifie l'existence d'une armée.

II. Les articles 13, 15, 2e phrase, 19 à 22, 34ter, 1er alinéa, lettre d, 42, lettre c, 85, chiffre 9, et 102, chiffre 11, de la Constitution fédérale, sont abrogés.

(A cela s'ajoutent quelques dispositions transitoires que nous ne mentionnons pas.)

Par son côté radical, cette initiative constitue un fait sans précédent dans l'histoire du droit d'initiative suisse. En demandant la suppression de notre armée, elle remet en question l'article 2 de la Constitution fédérale qui fixe comme premier objectif pour notre pays la sauvegarde de notre liberté et de notre indépendance.

C'est précisément ce côté radical de l'initiative qui a incité la Nouvelle Société Helvétique, groupe de Winterthur, après étude approfondie, à **compléter par une prise de position** le rôle d'intermédiaire, d'informateur et d'organisme au-dessus de la mêlée joué par la Nouvelle Société Helvétique dans cette question. Nous présentons cette prise de position sous forme de douze chapitres; au début de chacun d'eux, nous citons une thèse importante des initiants, puis nous l'analysons. Ces thèses sont tirées des «GSoA Infos» qui, n'étant pas traduites en français, sont donc citées conformément à leur sens.

1. Le rêve et la réalité sont deux choses différentes

Thèse des initiants:

Nous voulons rendre attentif à une absurdité, voire à une folie quotidienne (...). L'idée de renoncer à la violence et de rechercher une politique de paix active n'est pas une simple utopie.

Objection:

Les idées à elles seules ne suffisent pas. Il faut trouver des solutions réalisables.

Qui ne désire pas la paix dans le monde? Qui ne se sent pas concerné par cet objectif élevé? Qui ne voit pas que s'engager pour la paix internationale devient de plus en plus une nécessité compte tenu du pouvoir destructeur des armes modernes?

Toutefois, une appréciation rapide de la situation actuelle montre clairement **combien nous sommes éloignés de cet objectif**. La paix mondiale n'est pour l'instant qu'une vision. De telles visions sont certes nécessaires aux options politiques: elles font bouger les choses et indiquent une direction. Mais elles comportent également des dangers. **Nous devons avant tout veiller à ne pas perdre le sens de la réalité**. Car le rêve et la réalité sont toujours deux choses différentes. Nous ne devons pas confondre les objectifs avec les faits.

Entre la situation initiale et l'objectif visé, il y a toujours un chemin d'autant plus long et plus difficile à parcourir que l'objectif est élevé. Un objectif aussi ambitieux qu'est la paix internationale implique par conséquent une analyse minutieuse de la situation initiale et des voies possibles. **Si non, on se dirige dans une fausse direction et on s'égaré**, ce qui serait particulièrement dangereux dans un monde de tensions et de conflits.

Notre conclusion:

La paix dans le monde est notre objectif, mais nous ne pouvons pas nous comporter comme s'il s'agissait déjà d'une réalité.

2. Notre monde n'est pas pacifique

Thèse des initiants:

En Europe, nous vivons dans une zone où, grâce à une intense politique de paix, nous pourrions vivre en harmonie les uns avec les autres, et non pas les uns contre les autres.

Objection:

La réalité est tout autre.

En Europe, il existe des armées parfaitement préparées à la guerre. Il y a des dizaines de milliers de chars et de canons, des milliers d'avions et d'hélicoptères, et bien d'autres armes encore. Les troupes du Pacte de Varsovie sont offensives et nous sont supérieures. Les faibles réductions de troupes annoncées par les pays de l'Est et la mise à la ferraille de quelques armes - de toute façon dépassées - ne changent que peu à cette situation. La modernisation des forces armées se poursuit.

La seule convention sur le désarmement qui soit entrée en vigueur jusqu'ici concerne les fusées à ogives nucléaires d'une portée de plus de 500 km. Cette convention n'englobe cependant que 4% de toutes les armes atomiques.

Un désarmement digne de ce nom dans le secteur des armées conventionnelles n'existe pas encore à ce jour. Des négociations dans ce sens sont en cours depuis 1973, mais sans résultats concrets jusqu'ici. L'Europe continue de fourmiller d'armes.

La Suisse se trouve en plein centre d'un potentiel foyer de tensions. Avec l'Autriche, elle constitue un verrou au centre de l'Europe occidentale. Elle contrôle d'importants cols alpins, une partie de l'axe Danube-Rhin et le corridor Lac de Constance - Lac Léman. L'existence de puissantes armées offensives représente un danger permanent; même si aujourd'hui nous ne sommes pas directement menacés, **la situation peut se modifier très rapidement.**

Un désarmement unilatéral de la Suisse dans cette situation serait dangereux, inutile et insensé,

- dangereux, parce que nous serions sans défense face à une attaque ennemie,
- inutile, parce qu'il ne changerait rien à l'existence d'immenses arsenaux,
- insensé, parce que nous ne menaçons personne et que notre désarmement ne supprimerait donc pas une menace.

Notre conclusion:

Pour un petit Etat, il serait lourd de conséquences de donner l'exemple d'un désarmement, et cela ne constituerait même pas une contribution à la paix. Une porte non fermée à clé n'est pas un obstacle pour des cambrioleurs.

3. A quoi sert notre armée?

Thèse des initiants:

La Suisse n'a plus besoin d'une armée. Elle devrait avoir suffisamment de courage pour s'affirmer sans armes.

Objection:

L'armée nous protège contre la guerre et l'occupation. Elle est un élément de notre sécurité.

Notre armée est un instrument de défense pour le cas de nécessité. Sa mission consiste à défendre notre pays au sol et dans les airs contre une attaque militaire et à empêcher l'agresseur d'atteindre ses objectifs - que ce soit une occupation ou un passage - ou alors à lui compliquer sérieusement la tâche.

Si notre armée est équipée et instruite de manière à pouvoir remplir sa mission, un adversaire potentiel renoncera d'emblée à une attaque, parce que les moyens qu'il devra engager seront trop importants pour le profit qu'il pourrait tirer d'une telle entreprise. Il s'agit là du **principe de la dissuasion**. Au cours de deux guerres mondiales, il a assuré à notre pays paix, liberté et indépendance et il a fait ses preuves depuis lors.

Notre armée contribue donc au maintien de la liberté et de l'indépendance et ce n'est pas pour rien que la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance, fixée à l'article 2 de la Constitution fédérale, est l'objectif numéro un de notre pays. La liberté et l'indépendance sont les conditions nécessaires pour remplir les autres tâches du pays, que ce soit dans le domaine du bien-être social, des transports, de la protection de l'environnement, etc.

En tant que pur instrument de défense, notre armée ne met pas la paix en péril. Celui qui ne fait que se défendre ne déclenche pas non plus une guerre. La guerre présuppose toujours un agresseur. Mais notre armée n'attaque personne. Elle n'est ni instruite ni équipée à cet effet.

Notre conclusion:

La suppression de l'armée suisse compromettrait notre sécurité, notre liberté et notre indépendance. Celui qui veut faire l'agneau sera toujours mangé par le loup. Ceci est valable aujourd'hui comme demain.

4. La situation politique change-t-elle fondamentalement?

Thèse des initiants:

L'initiative nous permet de montrer l'exemple d'un petit Etat se détournant du militaire et incitant à se repencher sur la question d'une politique globale de paix.

Objection:

Une politique solide implique la prudence et une appréciation critique de la situation.

En Union soviétique, on a assisté à un changement d'orientation, ce qui a amélioré le climat politique international. **Mais personne ne sait actuellement où mènera ce changement.** L'évolution en est à ses débuts: les dirigeants actuels pourront-ils venir à bout des innombrables difficultés et de la résistance rencontrées dans leur propre pays? Même s'ils y réussissent, **tout ne se modifiera pas immédiatement**, car des modifications profondes demandent des dizaines d'années.

Par ailleurs, ce n'est pas un amour soudain pour la paix qui a incité les chefs politiques soviétiques à changer de cours, **mais ce sont bien plus les circonstances qui les y ont forcés.** Le système communiste a échoué. L'économie planifiée va mal. L'approvisionnement est catastrophique et le retard technique se creuse toujours davantage. **C'est cette crise** qui a poussé les dirigeants soviétiques à se montrer plus conciliants, à réduire les dépenses militaires et à se retirer progressivement des foyers de guerre.

Il n'en demeure pas moins que l'Union soviétique est un Etat totalitaire avec tous les dangers imprévisibles qu'il représente. L'Europe orientale reste sous le joug de Moscou; le rideau de fer et le mur de Berlin existent toujours et il n'y a toujours pas d'élections démocratiques. Et n'oublions pas ceci: c'est justement durant la phase de détente des années septante que l'Union soviétique s'est armée jusqu'aux dents, ce qui lui a procuré une suprématie militaire. Tout cela nous contraint à être prudents. Une armée ne peut pas être remise en place lorsque les circonstances nous y obligent. **Car, à ce moment-là, nous devons pouvoir compter sur elle.**

Notre conclusion:

En tant que mission permanente, la défense nationale ne peut pas reposer sur une évolution incertaine. On ne crée pas un corps de pompiers quand l'incendie fait rage.

5. Le pacifisme, cause de guerre

Thèse des initiants:

La paix n'est possible que si l'on ne fait pas appel aux armes.

Objection:

Nous voulons tous la paix. Mais rechercher la paix avec des moyens inadéquats nous apporte exactement le contraire.

Le pacifisme des années trente en France et en Grande-Bretagne a empêché de mettre en place les moyens militaires qui auraient permis de contenir l'armée offensive de l'Allemagne nazie. Les Français et les Britanniques ont dû constater à plusieurs reprises, impuissants, comment Hitler les jouait: lors de l'occupation de la Rhénanie démilitarisée (1936), lors de l'annexion de l'Autriche (au début de 1938), lors de l'occupation des Sudètes en Tchécoslovaquie (traité de Munich, automne 1938) et du reste de la Tchécoslovaquie (au printemps 1939).

Persuadé de l'infériorité militaire de ses adversaires, Hitler a finalement occupé la Pologne, il y a 50 ans (le 1er septembre 1939), provoquant ainsi la Seconde Guerre mondiale: le pacifisme, cause de guerre! L'Europe a payé ce pacifisme par des millions de morts, une profonde détresse et l'esclavage de sa partie orientale.

Contrairement à cette fatale évolution après la Première Guerre mondiale, **la volonté de se défendre par les armes qui s'est manifestée après la Seconde Guerre mondiale a procuré à l'Europe occidentale une période de paix qui dure déjà depuis 44 ans**: la paix par la volonté de se défendre! La Suisse a aussi profité de cette situation et, sur son territoire, elle a apporté sa contribution. Serait-il judicieux de supprimer ce qui a fait ses preuves?

L'attaque de l'Afghanistan à fin décembre 1979 n'a elle aussi été possible que **parce que personne n'était en mesure de s'opposer valablement aux forces armées soviétiques**. Dans ce cas également - donc à une époque relativement récente - une défense insuffisante a rendu une guerre possible.

Notre conclusion:

Celui qui recherche la paix doit être prêt à se défendre, afin que personne ne veuille prendre le risque de l'attaquer. Cela était vrai dans le passé et l'est encore aujourd'hui.

6. Que se passe-t-il lorsqu'on est sans défense?

Thèse des initiants:

Le risque que la Suisse courrait sans son armée n'est pas plus grand que le risque qu'elle court avec son armée.

Objection:

Sans armée, nous serions à la merci de toute attaque, occupation étrangère et chantage politique.

Les guerres napoléoniennes - à la fin du 18e siècle et au début du 19e - **ont été le dernier cas d'une occupation de la Suisse par des troupes étrangères.** Parce que les opinions divergeaient et parce que nous étions incapables de nous défendre, les Français, les Autrichiens et les Russes ont pénétré en Suisse et se sont battus dans notre pays. Les conséquences ont été catastrophiques: dévastations, famine, misère, épidémies, massacres, atrocités indescriptibles envers la population, obligation de participer à la campagne de Russie et humiliation morale.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les troupes d'Hitler ont occupé la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège et d'autres petits Etats dont la défense était insuffisante. Seules la Suisse et la Suède, avec leur farouche volonté de se défendre et leurs armées, ont sauvé leur liberté. Les troupes nazies ont pillé les pays occupés, déporté des millions de personnes, enrôlé les jeunes gens dans leurs rangs et les ont envoyés à la mort lors de la campagne de Russie. Elles ont fusillé des milliers d'otages, tué des femmes et des enfants en tant que représailles contre la résistance et ont rasé des villages entiers.

En décembre 1979, les Russes ont occupé l'Afghanistan par surprise. L'attaque a réussi parce que la défense était inexistante. L'oppression sanglante qui a duré des années a fait fuir à l'étranger plus de 5 millions d'Afghans. A l'intérieur du pays même, il y a deux millions de réfugiés. A cela s'ajoutent un million de morts et encore bien plus de blessés et de mutilés - et cela pour une population de près de 20 millions. L'invasion russe a non seulement détruit le pays, mais elle l'a aussi divisé politiquement et provoqué des troubles intérieurs. Voilà le résultat d'une occupation étrangère!

Notre conclusion:

Une défense insuffisante peut amener la guerre et l'occupation étrangère avec toutes les souffrances que cela implique, notamment pour les femmes et les enfants.

7. Tout est-il vain?

Thèse des initiants:

Si une guerre éclate en Europe, la Suisse sera radiée de la carte. En cas de guerre atomique, il n'y aura pas de survivants.

Objection:

Les initiants ne parlent que du cas extrême, peu vraisemblable. Mais le problème ne se pose pas en ces termes.

Si une guerre atomique est possible, il n'en demeure pas moins qu'elle est très peu vraisemblable. Elle n'est pas probable

- parce qu'elle signifie pour l'agresseur le risque de se détruire lui-même,
- parce qu'un agresseur ne veut pas détruire intégralement ce qu'il compte conquérir,
- parce qu'une destruction totale et une irradiation rendent tout passage impossible à des troupes militaires.

Ce n'est donc pas un hasard si les quelque 150 guerres depuis la Seconde Guerre mondiale se sont faites avec des armes conventionnelles, même celles dans lesquelles des puissances atomiques étaient impliquées directement ou indirectement. Apparemment personne ne veut une guerre atomique.

Par contre, des guerres avec des armes conventionnelles liées au terrorisme, à la subversion et à la pression psychologique sont tout à fait possibles. Là, nous avons les moyens de nous défendre. Et ce qui est encore plus important: par une bonne aptitude à la défense nous pouvons faire en sorte de ne pas être attaqués, parce que le prix pour un éventuel agresseur serait trop cher (cf. dissuasion, chapitre 3).

C'est d'ailleurs aussi l'avis des autres pays neutres, à savoir la Suède, la Finlande, l'Autriche et la Yougoslavie. Et n'oublions pas une chose: ceux qui évoquent sans cesse la destruction atomique cherchent aussi à susciter l'effroi, à annihiler la volonté de se défendre et à rendre de cette manière un pays prêt à se soumettre.

Notre conclusion:

Si nous ne sommes pas en mesure de nous défendre contre un risque peu probable, cela ne signifie pas que nous ne devons pas nous protéger contre des dangers bien plus réels. Ni les paratonnerres ni les ceintures de sécurité n'offrent une protection absolue. Mais la raison nous dit malgré tout d'équiper nos maisons de paratonnerres et de porter la ceinture de sécurité en voiture.

8. Y a-t-il d'autres possibilités de s'affirmer?

Thèse des initiants:

Un des modèles de paix va à l'encontre de la politique officielle: il propose une stratégie en trois volets, soit une politique de paix, la défense des acquis sociaux et une solidarité organisée.

Objection:

Les expériences faites jusqu'à ce jour montrent que des modèles de ce genre à eux seuls n'ont aucun succès.

Il faut partager l'opinion des initiants, en ce sens que tout doit être entrepris en faveur de la paix. **Celui qui vit dans la réalité et ne se contente pas de simples modèles théoriques doit toutefois se rendre à l'évidence** que cela seul ne suffit pas à sauvegarder la paix, la liberté et l'indépendance.

Ni la résistance passive (refus de travailler pour l'ennemi, refus de payer certains impôts, etc.) ni la défense sociale n'ont permis aux Danois, aux Norvégiens et à d'autres nations de rester libres au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont été libérés par les Alliés et le sang versé par d'autres pays, alors que la Finlande, qui avait pu s'appuyer sur une armée efficace, a préservé sa liberté. A quoi servent aujourd'hui ces recettes aux trois républiques baltes que sont la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, qui étaient indépendantes entre 1910 et 1940? A quoi servent-elles aux pays de l'Europe de l'Est qui balayeraient volontiers leur régime communiste s'ils le pouvaient?

La retraite des Russes d'Afghanistan, au début de 1989, est intervenue elle aussi **en raison d'une résistance militaire** que les nombreuses livraisons d'armes de l'extérieur ont rendue possible. L'armée rouge a donc essuyé une défaite.

Il est certain que la résistance passive et sociale, alliées à la guérilla, ont souvent joué un rôle lorsqu'un pays était occupé. Il s'agit en effet de la dernière possibilité de se défendre. Mais pourquoi attendre d'être occupés?

Notre conclusion:

Compte tenu des circonstances actuelles, il n'y a pas d'alternative valable à une défense nationale armée. De simples modèles de paix ne suffisent pas à nous protéger.

9. Politique extérieure au lieu d'une défense nationale?

Thèse des initiants:

La guerre n'est pas empêchée par la préparation à la guerre, mais par une politique active de paix et un désarmement radical.

Objection:

La politique de paix et la volonté de se défendre ne s'opposent pas, mais se complètent.

La contribution à la paix doit être une des lignes directrices de toute politique constructive. La neutralité en soi est déjà une politique de paix (chapitre 10). La Suisse agit de toute façon dans ce sens puisque

- avec d'autres Etats neutres, nous participons activement aux Conférences sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)
- nous participons aux efforts de désarmement
- nous nous engageons pour les droits de l'homme
- nous proposons nos bons offices
- dans le cadre de la politique du développement, nous contribuons à désamorcer des foyers de tensions
- nous fournissons les bases de la Croix-Rouge internationale
- nous proposons nos services de médiateurs en cas de conflits
- nous mettons notre territoire à disposition pour des conférences internationales et en assurons la sécurité par notre armée.

Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir. Mais les possibilités d'un Etat de la taille du nôtre sont forcément limitées. La paix dans le monde ne dépend pas de nous seuls. Nous ne pouvons pas empêcher la violence ni supprimer les conflits, qui sont la cause de l'armement et des guerres. Nous ne sommes pas en mesure non plus de nous protéger contre une attaque armée par nos seuls moyens politiques.

La violence étant une réalité, nous avons besoin de moyens militaires en plus de nos moyens politiques. Il ne s'agit pas d'un choix, mais d'une nécessité. Ne l'oublions pas: seul un pays libre et indépendant est en mesure de pratiquer une politique de paix. La sauvegarde de la liberté et de l'indépendance est donc la première des conditions pour réaliser cet objectif.

Notre conclusion:

La revendication de remplacer les moyens militaires par des moyens politiques est une manière de penser obtuse qui ne correspond pas à la réalité. Il nous faudra les deux, aussi bien aujourd'hui que demain.

10. Neutralité et défense armée vont de pair

Thèse des initiants:

La Suisse doit faire un pas vers la politique de paix, un pas vers le désarmement. Pour un pays neutre comme le nôtre, ce pas peut être franchi le plus aisément en supprimant l'armée.

Objection:

La neutralité, précisément, implique l'existence d'une défense nationale solide. Sinon, elle est pratiquement inefficace.

La neutralité en soi est déjà une politique de paix; un pays neutre renonce à user de la force envers les autres Etats. Si tous se comportaient de la sorte, il n'y aurait pas de guerre. Ainsi, notre armée - comme les armées finlandaise, suédoise, yougoslave et autrichienne - a pour seul but l'autodéfense.

De cette manière, un Etat neutre crée un élément de stabilité; son comportement est discernable de tous. Chacun sait ne pas avoir en lui un ennemi, à moins de l'attaquer.

Mais cela n'est valable que si le pays neutre a la volonté et la capacité de se défendre en cas de nécessité. S'il est sans défense, il est occupé en cas de conflit et sert de base à un parti contre un autre, comme ce fut le cas de la Belgique, des Pays-Bas, du Danemark et de la Norvège lors de la Seconde Guerre mondiale. En cas de crise, la neutralité n'a de valeur que si elle est armée.

Ce n'est pas uniquement de la logique politique, mais également une obligation découlant du droit des gens. Le droit des gens (Convention de La Haye sur la neutralité, 1907) oblige en effet un Etat neutre à faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer sa défense. Sans défense nationale, il n'y a pas de neutralité ancrée dans le droit des gens.

Les contre-exemples mentionnés par les initiants sont faux. Dans le cas de Costa Rica, on ne parle, il est vrai, que de forces de police; mais en fait, elles forment une véritable armée, comparées à ce que l'on rencontre habituellement en Amérique centrale. Par ailleurs, ce pays est protégé par un système de pactes régionaux. L'Islande n'est pas neutre. Ce pays offre un point d'appui important aux Etats-Unis (Keflavik) et se fait défendre par la flotte et l'armée de l'air américaines.

Notre conclusion:

Supprimer notre armée reviendrait à abandonner notre neutralité.

11. Les problèmes de l'environnement constituent-ils la menace principale?

Thèse des initiants:

La bombe atomique mise à part, il n'existe pas de danger militaire. Les vrais dangers se présentent sous la forme des catastrophes qui menacent notre environnement.

Objection:

Les problèmes de l'environnement existent, mais les dangers militaires n'en disparaissent pas pour autant. Les expériences scientifiques nous montrent qu'en détruisant la nature, nous détruisons les bases de la vie. Prévenir les catastrophes implique, entre autres, une coopération au niveau international.

Il est toutefois un peu trop simpliste de masquer les problèmes politico-militaires par ceux de l'environnement. **L'apparition de nouveaux dangers ne change rien à ceux qui existent déjà.** Si aujourd'hui le danger n'est pas aigu, il est néanmoins latent. Des dizaines de divisions prêtes à l'engagement et des arsenaux bourrés de matériel de guerre pourraient cependant rendre ce danger imminent en cas de changement du climat politique. A ce moment-là, il nous faudra donc être prêts!

Il s'agit par conséquent de veiller aussi bien à la protection de l'environnement qu'à avoir une défense nationale efficace. C'est ce que nous faisons! En ce qui concerne sa politique d'environnement, la Suisse est un modèle sur le plan international; même si tous les problèmes sont loin d'être résolus, des succès remarquables ont déjà été obtenus. En outre, notre pays participe à plusieurs conventions internationales, ainsi, par exemple, à celle prévoyant la protection de la couche d'ozone et à celle concernant l'élimination des déchets dangereux.

Et n'oublions pas une chose: **la pratique d'une politique d'environnement digne de ce nom présuppose que nous restions un pays libre.** Sinon, nous n'aurions plus rien à dire sur l'environnement. Soit dit en passant: la conscience de la nécessité de protéger l'environnement diverge peut-être d'une démocratie occidentale à l'autre, mais c'est en tout cas dans ces pays qu'elle est le plus marqué. Nulle part l'environnement n'a été aussi maltraité que dans les pays communistes d'Europe orientale.

Notre conclusion:

Raisonné en termes de «tout ou rien» est faux. Nous devons contribuer à la protection de l'environnement tout en veillant à notre sécurité. C'est dans nos possibilités.

12. Le peuple et l'armée sont-ils deux choses différentes?

Thèse des initiants:

L'armée est étrangère, voire hostile à la population. Elle empêche la liberté de penser et est un instrument de l'oppression.

Objection:

Ce que les initiants avancent ne correspond pas du tout à la réalité.

Les initiants ne parviennent pas à démontrer d'une manière convaincante que notre armée n'est plus nécessaire au maintien de notre liberté et de notre indépendance. **Par conséquent, tous les moyens leur sont bons pour ternir l'image de l'armée:** elle détruit la démocratie, favorise l'esprit de soumission, menace la liberté de pensée et entrave l'initiative personnelle du citoyen. Elle abaisse l'humanité et n'a plus qu'une authenticité illusoire.

Comme toute institution humaine, l'armée a aussi ses défauts; mais les initiants en donnent une image déformée. **Qu'est-ce que cette armée?** Elle comprend 430'000 hommes et femmes qui accomplissent chaque année plus de 13 millions de jours de service. Elle se compose des 625'000 militaires incorporés. En outre, 500'000 hommes et femmes en faisaient partie quand ils étaient plus jeunes.

Ces centaines de milliers de personnes sont des citoyens et citoyennes qui ont leur place dans la vie civile. Il ne s'agit pas d'êtres soumis, incapables d'avoir une opinion. Il ne s'agit pas non plus de marionnettes dont on se sert comme instrument de l'oppression ou de l'absurdité de la guerre, et qui se laissent abuser par une pure illusion.

Il s'agit d'hommes et de femmes issus du peuple et œuvrant pour notre démocratie. Ils accomplissent leur service non pas parce qu'ils prennent plaisir à la guerre, **mais parce qu'ils voient la nécessité de notre armée malgré tous ses côtés peu agréables.** Leur vue n'est pas plus courte que celle des initiants, bien au contraire.

Notre conclusion:

Notre armée de milice est une armée de citoyens. Par leur engagement, ces centaines de milliers de militaires infirmer la position des initiants.

Conclusion

Dans son ouvrage très remarqué «Die Zeit drängt» (Editions Carl Hanser, 7e éd., 1988, p. 53), le philosophe et physicien Carl Friedrich von Weiszäcker dit en substance ceci: «L'institution politique qu'est la guerre doit être abolie. Nous en sommes pourtant encore loin aujourd'hui et c'est de l'idéalisme aveugle que de nous comporter comme si c'était déjà le cas.»

L'initiative est en effet fondée sur un idéalisme aveugle. En partant de l'illusion d'un homme ne connaissant pas le besoin de puissance, la rivalité et l'agression et en s'imaginant que le seul comportement raisonnable et circonspect permet de rendre superflue toute défense militaire, les initiants sont arrivés à de fausses conclusions.

En supprimant notre armée, nous ne supprimons pas la guerre. Personne ne suivrait notre exemple, notamment pas les grandes puissances qui ont une importance primordiale pour la paix. **En outre, nous nous exposerions à de sérieux risques.** Notre pays pourrait être facilement occupé. Il serait nécessairement impliqué dans un conflit européen et notre neutralité perdrait sa signification.

Nous voulons tous la paix. En plus de la défense nationale, la NSH soutient tous les efforts visant à assurer la paix: la collaboration au développement, la sauvegarde des droits de l'homme, les négociations sur le désarmement, bref une politique étrangère active. Mais l'initiative veut **la suppression de notre armée, ce que nous rejetons catégoriquement.**

La sauvegarde du patrimoine intellectuel et politique de la Confédération ainsi que son intégration aux cultures occidentales sont des valeurs essentielles pour la Nouvelle Société Helvétique. Elle s'engage pour le petit pays capable de se défendre qu'est la Suisse, pour sa dignité et sa sécurité. Celui qui entend contribuer à cet engagement se doit de **rejeter cette initiative.**

Winterthour, le 19 avril 1989

Nouvelle Société Helvétique
Groupe de Winterthour

PP



8400 Winterthour

Le pacifiste norvégien *Johann Galtung* a, à plusieurs reprises, qualifié d'exemplaire la doctrine militaire purement défensive de la Suisse en affirmant: «Ma thèse est que la meilleure politique pour les pays d'Europe de l'est, de l'ouest, du nord et du sud consisterait à adopter la même attitude militaire que la Suisse, la Yougoslavie, l'Autriche, la Finlande et la Suède.» («Basler Magazin», No 5 du 2 février 1985).

Extrait des statuts de la NSH:

La Nouvelle Société Helvétique est convaincue que l'union de citoyens responsables et de communautés diverses peut aussi dominer les problèmes de l'avenir. Confiante dans les forces de notre petit Etat, elle le sait capable de se maintenir et de contribuer à la défense de la culture occidentale.



Rédaction et éditeur: NSH, groupe de Winterthour

Impression:

Imprimerie Sailer & Cie, Winterthour